

134ème Assemblée de l'UIP, Lusaka, 19-23 mars 2016

Rajeunir la démocratie, donner la parole aux jeunes

Débat général

**Intervention de Mme Kashetu Kyenge, Vice-Présidente
de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE**

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Trop souvent les jeunes se sentent exclus de la politique.

Trop souvent les sujets qui les intéressent ne sont pas abordés par les principaux partis politiques.

Trop souvent ils ne vont pas voter.

Les jeunes âgés de 15 à 25 ans représentent un cinquième de la population mondiale. Souvent très impliqués dans des processus informels - tels que l'activisme ou l'engagement civique - on note au contraire qu'ils ne sont presque pas représentés dans les parlements ou les autres institutions politiques nationales et beaucoup d'entre eux ne participent pas aux élections.

Quelles en sont les raisons?

Il y a tout d'abord un problème de communication.

Les jeunes sont aujourd'hui, dans la plupart de nos pays, des "natifs du numérique". Ils ne se servent plus des canaux standards de communication.

Nous devons donc davantage nous adresser à la jeunesse par le biais des nouveaux moyens de communication pour les atteindre directement et les faire participer, par exemple par le biais des réseaux sociaux.

Deuxièmement, cette absence correspond également au manque d'attention accordée aux questions qui intéressent la jeunesse dans les programmes de nos partis politiques. Souvent les jeunes se sentent délaissés par la classe politique, et ne font donc pas confiance aux décideurs.

L'apathie s'installe, les jeunes votent de moins en moins et cet absentéisme crée un cercle vicieux : plus les partis politiques négligent les questions qui intéressent la jeunesse, plus les jeunes réagissent en boudant les urnes.

Troisièmement, c'est une question de leadership dans tous les secteurs. La jeune génération d'aujourd'hui est la première génération de « véritables citoyens du monde » et le monde a besoin que les jeunes s'engagent, fassent

preuve de leadership, assument des responsabilités et s'impliquent dans une gouvernance inclusive et démocratique.

Nous devons donc leur redonner goût à la démocratie.

Sur ce point, en effet, c'est précisément parce que les jeunes sont toujours engagés en politique – mais simplement sur des sujets et par des moyens différents - qu'ils peuvent être ramenés vers les urnes.

Comment réduire cette faille dans l'aspiration des jeunes à la démocratie ?

J'aimerais ici avancer quelques suggestions utiles, tenant compte aussi bien des expériences des élections au Parlement européen (aux dernières élections du Parlement européen, seulement 28 % des jeunes de 18 à 24 ans ont voté) qu'également de mon expérience d'observation électorale dans plusieurs pays d'Afrique, Pacifique et des Caraïbes membres de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE.

Je voudrais vous proposer de nous engager tous à travailler dans trois secteurs clés, en utilisant des méthodes de

participation innovatrice, par exemple par le biais des réseaux sociaux et des nouveaux moyens de communication :

- la participation politique des jeunes
- la formation/le renforcement des capacités des jeunes et
- leur inclusion dans les institutions

Pour ce qui est de la participation politique on pourrait envisager de

- établir un système de quotas de candidats jeunes sur les listes électorales;
- être à l'écoute des préoccupations des jeunes, organiser régulièrement des rencontres avec leurs représentants, intégrer leurs préoccupations dans notre travail parlementaire, c'est à dire faire entendre la voix des jeunes dans nos parlements ;
- inclure clairement les questions qui intéressent les jeunes dans les programmes de nos partis politiques ; nous engager auprès d'eux pendant nos campagnes ;
- cibler des groupes clés comme les exclus sociaux, les étudiants, ceux qui votent pour la première fois (une stratégie de lutte à la discrimination) ;
- soutenir les jeunes candidats ;
- utiliser davantage les réseaux sociaux ;
- inviter des groupes de jeunes à visiter nos parlements;

Afin de renforcer les capacités des jeunes nous pourrions :

- renforcer les formations en éducation civique dans les écoles et les universités ;
- lancer des programmes de stages dans nos parlements ;
- inviter les jeunes à visiter les parlements ;

Afin d'obtenir une meilleure inclusion des jeunes dans les institutions politiques :

- les accompagner pour renforcer le processus électoral ;
- simplifier les procédures de vote ;
- renforcer les moyens affectés à l'enregistrement des citoyens dans les registres électoraux.

Ce ne sont que quelques idées que nous pourrions tous nous engager à appliquer.

Inclure les jeunes dans les processus politiques est un élément fondamental du renforcement de la gouvernance démocratique.

Nous devons tous nous y atteler, dès maintenant.

Je vous remercie de votre attention.